



**SUJET DE SES
BAC GÉNÉRAL 2024
MÉTROPOLE**

ÉPREUVE COMPOSÉE

**I. PREMIÈRE PARTIE : MOBILISATION DES CONNAISSANCES
(4 points)**

École : au sens large, l'ensemble des institutions chargées de délivrer un enseignement dans le cadre de la formation initiale (écoles maternelle et primaire, collèges, lycées, voire enseignement supérieur).

L'égalité des chances est le fait de donner les mêmes chances de réussite à tous. Par exemple : mêmes chances pour les fils d'ouvriers et pour les fils de cadres d'avoir le bac, mêmes chances pour les filles et les garçons de réussir en mathématiques.

Schématiquement, on peut dire que, dans les sociétés démocratiques, l'École est une instance d'intégration au service de l'égalité des chances pour plusieurs raisons :

- Elle transmet des savoirs indispensables à la vie en société.
- Elle transmet une culture commune.
- Elle transmet des références morales communes.
- Elle cherche à donner à chacun les mêmes chances d'accéder aux diplômes (peu importe les caractéristiques sociales de



chacun).

Une société démocratique ne peut, en effet, accepter comme principe que la réussite scolaire dépende de l'origine ou des caractéristiques des individus. L'École doit donc accueillir tous les élèves et donner à tous les mêmes chances de réussite scolaire. Une inégalité des chances à l'école débouche sur de nombreuses autres inégalités (emploi, santé, logement...).

II. DEUXIÈME PARTIE : ÉTUDE D'UN DOCUMENT (6 points)

Question 1

En Espagne, le taux d'inflation annuel était de 2,9 % en mai 2023 = les prix ont augmenté de 2,9 % contre 12,3 % en Lettonie, d'après Eurostat.

On peut donc dire que le taux d'inflation était environ 4 fois plus élevé en Lettonie qu'en Espagne.

L'inflation était beaucoup plus forte en Lettonie qu'en Espagne.

Question 2

Un choc asymétrique est une variation brutale de l'offre ou de la demande qui affecte spécifiquement une région ou un secteur d'activité ou un pays selon sa spécialisation.

C'est donc un événement ayant un impact macroéconomique seulement sur un pays ou avec une intensité différente selon les pays.

Au sein d'une union économique et monétaire (comme la zone euro), un pays qui subit un choc asymétrique ne peut pas utiliser la politique monétaire pour résorber le déséquilibre économique qui apparaît car la définition et la mise en œuvre de la politique monétaire sont transférées à la BCE. Autrement dit, le passage à



la monnaie unique implique la mise en œuvre d'une politique monétaire unique (la même pour tous les 20 pays de la zone €). Ainsi chaque État membre perd donc sa souveraineté monétaire. En effet, pour définir la politique monétaire, la BCE se base sur la situation macroéconomique de la zone euro dans son ensemble et non sur les situations spécifiques de chaque État membre. Son objectif principal est celui de la stabilité des prix au sein de la zone. Il se peut que le taux d'inflation des différents pays de la zone soit très différent : certains pays peuvent connaître un taux d'inflation très élevé et d'autres très faible. La BCE prendra ses décisions (fixation des taux d'intérêt...) en fonction de l'inflation moyenne au sein de la zone.

Ainsi, on observe dans le document que les taux d'inflation sont très différents selon les pays. La Lettonie a un taux d'inflation annuel de 12,3 % contre à peine 2,9 % pour l'Espagne en 2023. On observe un écart de 4 entre les taux d'inflation.

La Lettonie aurait alors besoin d'une politique monétaire restrictive (de rigueur) pour ralentir l'inflation ce qui n'est pas le cas pour l'Espagne. Cette politique monétaire unique ne permettra pas de remédier à tous les problèmes : elle sera éventuellement favorable à certains pays mais pas à tous. De même, on observe que les taux de chômage sont très différents selon les pays : à peine 2,9 % de la population active en Allemagne était au chômage en mai 2023 contre 12,7 % de la population active en Espagne. Ici aussi, une politique monétaire unique n'est pas adaptée à des situations économiques aussi différentes.

L'Espagne aurait besoin d'une politique monétaire de relance pour faire baisser le chômage (en relançant le crédit, donc la consommation, donc l'emploi) alors que l'Allemagne non (une telle politique monétaire de relance pourrait générer encore plus d'inflation = politique contreproductive).

Les politiques budgétaires nationales ne permettent pas non plus d'y faire face, faute de marge de manœuvre suffisante (pacte de stabilité et de croissance trop contraignant).